L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 AOUT 1884.

57ème Année.

Dufour, Dunnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 15 AOUT 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, aux mêmes prix.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Sheat & Escoffier, le contenu de la maison des rue Dumaine, entre Marais et Villeré, comprenant un beau choix de meubles, etc.

Par H. Stern & Co., No 35 rue de Chartres bottes, souliers et brodequins.

Opérations qua antenaires et sanitaire du Bureau de Santé de la Louisiane, en 1880, 1881, 1882 et 1883 - Rapport du Dr J. Jones.

Nous commençons, aujourd'hui, sans avoir bien sûr de pouvoir l'achever, l'analyse du rapport, suivant et intéressant, du Dr Jones, sur les travaux du Bureau de Santé de la Louisiane, de 1880 à 1883.

Nous nous étendrons particulièrement sur les détails relatifs aux opérations de la quarantaine et sur l'épidémie de petite vérole qui a affligé notre ville, pendant près de deux ans.

Bien des faits sont connus déjà, mais il est bon d'y revenir et de jeter sur eux un coup d'œil d'ensemble. On pourra ainsi juger des, progrès accomplis dans notre état sanitaire, grâce aux efforts intelligents et énergiques de l'Institution dont les travaux nous occupent en ce moment.

Jamais, croyons-nous, avant 1880, on ne s'était attaché, avec autant de succès, à prouver que la fièvre jaune n'est pas née dans le pays, mais qu'elle est une maladie exotique, nécessairement importée. Dans une période de plusieurs années, le fléau a fait des ravages à la Vera Cruz, à la Havane, à Rio de Janeiro; à Brownsville, Texas; à Pensacola, Floride; à Brewton, Alabama, et que, par une quarantaine rigidement observée la Nouvelle-Orléans en est restée complètement exempte.

Le savant rapporteur en conclut, très légitimement, avec le Bureau qu'il dirige :

1° Que la fièvre jaune n'est indigène, ni à la Nouvelle-Orléans, ni en Louisiane ni dans la Vallée du Mississippi ;

2° Qu'on peut en préserver la Nouvelle-Orléans, la Louisiane, la Vallée du Mississippi, par une quarantaine rigide et efficace ;

3° Qu'une quarantaine, pour être efficace ne doit pas se borner à la détention et à l'inspection des navires venant de ports infectés, mais qu'il faut soumettre leurs chargements à la ventilation et à la fumigation. (Nos lecteurs savent que l'on opère maintenant la désinfection, par l'action du froid, au moyen de puissante réfrigérants.)

C'est sous l'administration du Dr Jones que l'institution de la quarantaine a pu, en vertu d'un arrêté de la Cour Suprême de l'Etat, se faire payer, par les navires qui to:baient sous son action, ses frais de détention et de désinfection, non comme un impôt vexatoire, frappant le commerce, mais comme une juste compensation des services rendus à la société.

La Cour Suprême a reconnu aussi à la Louisiane son droit inaliénable de police, que ne peut lui enlever le gouvernement général. A l'un, la police générale des mers ; à l'autre, celle qui est particulière à l'Etat, et que celui-ci possède à titre de souverain.

On le voit—la gestion du Bureau présidé par le Dr. Jones marquera dans l'histoire des quarantaines, aux Etats-Unis. C'est sous elle qu'ont été réglées toutes les grandes questions légales et administratives, concernant l'institution ; et, dans ses conflits, soit avec les compagnies maritimes, soit avec le gouvernement de Washington, elle a obtenu gain de cause, au profit de l'humanité et du commerce. Si elle n'avait pas maintenu intact son droit de rigide quarantaine, elle eût exposé le pays à l'invasion du fléau; toute la vallée du Mississippi se fût liguée contre le Nouvelle-Orléans et eût établi, autour d'elle, un cordon sanitaire qui l'aurait isolée du Sud. Nous perdions ainsi un commerce intérieur d'Etat à Etat, qui s'élève, chaque année, au chiffre énorme de $200,000,000, et dépasse de beaucoup celui des importations et exportations. En défendant son indépendance contre le Bureau national, le nôtre a rétabli les choses dans leur état normal, et chacun des deux bureaux fonctionne librement et largement, dans sa sphère—celui de Washington sur les mers et le golfe ; celui de la Louisiane, à toutes les avenues qui conduisent dans l'intérieur de l'Etat—double cordon sanitaire qui suffit amplement à donner soit à l'Etat soit au pays entier, la sécurité dont ils ont besoin.

Mais si le Bureau de santé d'alors n'eut pas à combattre directement la fièvre jaune, nous n'en pouvons dire autant de la petite vérole, qui s'introduisit parmi nous en dépit des précautions.

Il est intéressant de suivre, dans le rapport du Dr Jones, la lutte acharnée, entreprise par ce Bureau contre la maladie, à chacune de ses premières apparitions. Deux cas sont signalés à bord d'un navire allemand, le Nornburg ; on s'en empare, à la quarantaine ; non seulement on les isole, mais on vaccine l'équipage et les passagers ; on fumigue la navire, on le retient 21 jours à la station. Un premier danger est ainsi évité. Un second cas éclate dans la prison de paroisse; il est immédiatement étouffé, la prison fumiguée, et voilà la ville encore une fois préservée.

Vingt-six autres cas sont signalés, dans le courant de la même année ; tous sont vaincus à force d'habileté, d'énergie, de la part du Bureau, et surtout à force de promptitude, à appliquer les mesures qui doivent étouffer le monstre au berceau.

Mais la petite vérole était alors répandue dans le Nord et l'Ouest ; elle pénétrait dans la Nouvelle-Orléans, de tous les côtés, et l'on n'avait aucun moyen de l'arrêter au passage. Le Bureau de Santé est, à la fin, débordé. Il succombera alors, avec une prodigieuse énergie, de le combattre, partout, à la fois, et dans les différents districts.

La propagation du fléau dans notre métropole est fort dangereuse, non pas à cause du climat, qui la favorise peut-être moins que ceux de l'Ouest et du Nord, mais à cause du caractère d'une bonne partie de notre population, négligente de sa nature, et au milieu de laquelle maladie exerce d'effroyables ravages.

Voici des chiffres qui indiquent nettement la différence qui existe entre les deux races, par rapport à la petite vérole, district par district, dans le courant de l'année 1882 :

1er district—Blancs, 72 ; couleur, 51. C'est le district où l'on trouve le moins de personn s de couleur.

—2me distr ct—B, 86 ; c, 159.
3me : B, 181 ; c, 313.
5me : B, 31 ; c. 25.
5me : B, 16 ; c, 38.
6me : B, 2 ; c, 9.
7me : B, 10 ; c, 10.
Total : Blancs, 388 ; couleur, 705.
Total des décès : Blancs, 116 ; couleur, 299.

Alors le Bureau de santé établit, dans chaque district, des stations, où des inspecteurs sont en permanence, attendant que la population vienne se faire vacciner.

Les opérations s'y font gratuitement. 117 docteurs se sont mis à la disposition du Bureau de Santé, qui en a choisi six qui restent spécialement à ses ordres.

Il a été vacciné, en 1881, 1,370 personnes ; en 1882, 4725 ; dans les neuf premiers mois de 1883, 5549 ; total, 11 644.

Il est à remarquer que, dans les établissements de charité, qui abritaient 4335 personnes, on n'a compté, dans les deux années 1882 et 1883, qu'un seul cas sur 1083, et, sur cette moyenne déjà infime, pas un seul décès. Qu'on juge du succès que le Bureau aurait obtenu dans la ville entière si tous les habitants s'étaient empressés de se faire vacciner par les inspecteurs, et avaient voulu suivre leurs prescriptions.

Des statistiques publiées par les soins du Dr Jones, il résulte clairement que la petite vérole a sévi, d'une façon toute spéciale, sur la population de couleur et sur la classe la plus pauvre de la population blanche. Presque tous ces cas avaient échappé aux recherches des inspecteurs sanitaires ; la mort seule les a fait connaître, car il est impossible d'éviter les formalités de la levée du corps par le coroner.

Nous donnons ici le nombre des cas de petite vérole rapportés par le Bureau de Santé, dans le courant de 1883. Blancs, 1475 ; couleur, 1891 ; total général, 3366.

Décès : Blancs, 493 ; couleur, 773 ; total, 1266.

La moyenne des décès, a été, parmi les blancs, de 29 8 ; parmi les personnes de couleur, de 24,4.

Il ne faut pas oublier que, dans ces chiffres, figurent de nombreuses victimes de la pauvreté, parmi les blancs, de la négligence, parmi les personnes de couleur. Ainsi le coroner avait eu à enregistrer, à signaler, en 1882 139 décès, dont 118 de couleur, et 21 blancs. En 1883, le nombre de ces décès a été de 344, dont 299 de couleur. Si ces malheureux eussent été soignés, pendant la maladie, ou vaccinés auparavant, par les inspecteurs, la moyenne des décès eût, sans aucun doute, considérablement baissé.

Nous voudrions pousser plus avant l'étude du rapport, si intéressant, si plein de faits, et de chiffres officiels ; mais comme ce travail nous entraînerait trop loin, nous sommes obligés de reporter à un autre numéro la fin de notre analyse.

M. John Dymond a reçu la dépêche suivante :

GREENBRIER WHITE SULPHUR SPRINGS, West Virginia, 9 août.

A M. John Dymond, Nlle-Orléans :

Je suis fortement d'opinion que notre Etat servirait ses intérêts sous le rapport de l'agriculture et des améliorations du cours de fleuve, en soutenant Cleveland.
DUNCAN F. KENNER.

Le steamer de la Commerciale Française, *Marseille*, est arrivé au Havre, hier 14 août.

Billet gagnant.—M. Eug. Gaudin, demeurant au No 231, rue St-Pierre, certifie qu'il était porteur d'un cinquième du No 15,365 à numéros amènes classe H. de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, lequel billet a gagné la somme de quinze mille piastres et que ledit numéro lui a été promptement payé sur présentation du billet aux bureaux de la Compagnie.

THEATRE DE MILNEBURG.—Ce soir programme brillant, interprété par la troupe de vaudeville, sous la direction de Gardiner.

Elle s'est gagné un excellent renom, et saura beaucoup contribué à ramener à Milneburg la foule qui trop longtemps lui avait été infidèle.

Ne pas oublier les très agréables excursions du steamer Héroïne qui, chaque dimanche, à partir de deux heures et jusqu'à 11 heures et demie du soir, promène les voyageurs de Milneburg à West End, de West End à Milneburg. L'excursion, aller et retour, ne coute que 25 cents, le char compris. On est libre de prendre celui du West End ou celui de Milneburg. Nous ne saurions recommander plus charmante promenade.

WEST END.—On remarque chaque jour un progrès dans l'interprétation de *La Perichole*. Et il ne faut pas croire qu'il en soit invariablement ainsi parce que le même ouvrage demeure sur l'affiche. C'est souvent le contraire qui se produit. Qui sait souvent une troupe se blase sur une œuvre ; fatiguée d'y revenir sans cesse, elle finit par l'interpréter moitcement, et alors tout devient flasque, inodore.

Les sujets du West End ne se sont point laissé gagner par cette fatigue, cet état d'esprit, et semble, au contraire, qu'ils s'efforcent tous les jours à se renouveler, à dépenser tout l'entrain dont ils sont capables afin de retenir la vogue.

C'est pourquoi le public est fidèle à ces représentations de *La Périchole*, qui sera certainement l'un des meilleurs souvenirs de la saison 1884.

La partition d'Offenbach sera chantée se soir, Prix d'entrée 25 cents, avec privilège de retenir son fauteuil.

M. Fayant se fera entendre au Pavillon avant l'opérette et pendant les entr'actes.

THEATRE FARANTA—Nous n'avons pu visiter le théâtre de M. Faranta depuis qu'il s'est installé dans le Troisième District, mais nous croyons que là, comme au coin des rues Orléans et Bourbon, il fait de fructueuses affaires. Il est des matières douées d'un nous ne savons quoi qui attire la bonne chance, M. Faranta nous paraît être du nombre. Il faut dire aussi qu'il aide singulièrement cette chance par l'infatigable activité qu'il déploie, par son esprit d'entreprise.

Ses programmes sont toujours très soignés, l'exécution en est confiée à des troupes dont le personnel est fort satisfaisant. Donc les habitants du Troisième District qui ont rarement dans leur quartier semblable attraction, ne négligeront pas celle-là et tacheront, par un patronage suivi, sérieux, de la retenir longtemps.

Il vient de se fonder, à Berlin, une grande Société allemande pour la "défense des intérêts économiques."

La nouvelle Société se propose d'éclairer le gouvernement et le Parlement sur les besoins économiques réels, afin que dans les travaux législatifs on observe une juste mesure, qu'on ménage les intérêts existants et qu'on fasse réussir les innovations réellement saines et utiles.

D'après une version qui s'accrédite à Berlin, le gouvernement n'aurait pas été étranger à la formation de cette Société.

M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie, a communiqué, à l'Académie des Sciences, de Paris (séance du 28 juillet), une note sur une machine à calculer, analytique, dont la construction a été commencée par an Anglais, feu M. Babbage, et qui a déjà donné de fort beaux résultats. En terminant, M. Menabrea exprime le vœu que l'achèvement de ce précieux instrument soit poursuivi et réalisé.

X...., modeste employé, a reçu une gratification de dix louis à l'occasion de la fête du 14 juillet.

Madame sente de joie.

—Quel bonheur! je pourrais avoir ma robe Fandora pour aller dimanche chez les Bachelard!

—Va pour la robe Fandora!

—Et mes souliers anglais!

—Du reste je ne mettrai pas plus de cent cinquante francs à la robe et de trente aux souliers.. Quant à l'ombrelle Mascotte, il y en a de ravissantes au Louvre pour dix-neuf francs cinquante.

—Total : cent quatre-vingt-dix-neuf francs cinquante, fait monsieur en ricanant légèrement; il reste encore cinquante centimes.

—Tu feras donner un coup de fer à ton chapeau.

Nous lisons, dans l'*Evénement*, de Paris, du 31 juillet :

Faisant allusion à un récent article très fantaisiste publié par le *Figaro*, et favorable à une alliance franco-allemande, la *Gazette de Cologne* explique à sa façon quelles sont actuellement et quelles doivent être les relations de la France et de l'Allemagne.

Après avoir cité les principaux passages de l'article du *Figaro*, la *Gazette* ajoute, dit une dépêche de Cologne, que cet e alliance franco-allemande serait l'idéal la réalisation du plus beau rêve, qu'elle donnerait aux deux nations la sécurité la plus parfaite et, si elles le voulaient, l'empire du monde.

Mais les Allemands sont des gens positifs qui savent distinguer de sang-froid le rêve de la réalité, et qui ne confondent pas "vouloir" avec "pouvoir." Un article de journal ne signifie nullement que le sentiment populaire se soit modifié

Certes, la France désire la paix et voudrait marcher d'accord avec l'Allemagne; mais la France ne s'a gouverne pas elle même elle suit l'impul ion que lui donne, tles gens au pouvoir et la *Gazette* ne croit pas que cela la serve à prendre la tête de l'entente avec effusion pour elle; il a placé la idée de Paris sur son cœur, puis il m a tendu la main et m'a dit : "Embrassons-nous ; nous nous aimons depuis bien longtemps." Il a embrassé le duc d'Aumale.

Et nous a fait accroire et nous a parlé avec sa belle voix que vous connaissez. Nous a dit aussi tant de choses nouvelles de toute la famille : femmes, enfants, il m'a oublié personne.

Pendant qu'il causait ainsi, il prenait la main de Paris, la mienne. Il répétait plusieurs fois : Je savais bien que vous viendriez, et j'étais sûr que votre visite me ferait du bien. Je sens que vous m'aimez, mon cœur n'est pas malade, et il vous aime tendrement."

L'entrevue a duré dix-sept minutes.

C'est au moment de monter à cheval que Paris me dit adieu, nous retenons.

—Nous espérons de nous faire gros dot, nous nous tenons.

Alors, pendant la main de Paris, monsieur répliqua :

—Quand vous rentrerez en France, dites bien à tous que c'est pour ma chère France qu'il faut prier, et non pour moi. Mon seul regret est de ne pouvoir la servir et mourir pour elle, comme j'en souhaite désiré mon cœur. Voyez plus heureux que moi, c'est tout ce que je désire."

Nous trouvons, dans nos derniers journaux de Paris, une proclamation du gouverneur du Cambodge au peuple :

Par une convention signée à Phnam-Penh, le 17 juin 1884, S. M. Norodom, roi du Cambodge, et M. Charles Thomson, gouverneur de la Cochinchine, agissant au nom du gouvernement de la République française, se sont engagés à réaliser les réformes reconnues nécessaires dans l'intérêt du peuple cambodgien. Le nouvel arrangement confirme et complète le traité fondamental conclu, le 11 août 1863, entre la France et le Cambodge, et respecte les anciennes lois et coutumes du royaume, en tant qu'elles ne seront pas contraires aux principes éternels du droit et du progrès humain qui, seuls, font les nations grandes, heureuses et libres. En conséquence de cet accord et de la bonne entente qui existe entre les deux gouvernements, des mesures seront prises pour que, dans un avenir très prochain, l'esclavage disparaisse complètement du Cambodge et que, désormais, tous les Cambodgiens puissent jouir de leur liberté.

La terre qui, jusqu'à ce jour, appartenait tout entière à la couronne sera partagée entre les communes et les particuliers et leur sera donnée en addée en toute propriété. Les chrétientés et les pagodes conserveront les terrains qu'elles occupent actuellement.

Des fonctionnaires français seront envoyés dans les provinces pour veiller, de concert avec les autorités cambodgiennes, à ce que la justice soit partout rendue d'une manière équitable, à ce que le produit des impôts exactement répartis soit employé aux grands travaux d'utilité publique, à la construction de routes, de canaux, de ponts, de digues, de lignes télégraphiques servant à faciliter les communications dans toute l'étendue du royaume. Une municipalité sera chargée d'administrer la ville de Phnam-Penh.

Le commerce et l'industrie deviendront plus prospères, l'ordre et la tranquillité seront garantis, la propriété individuelle constituée, et le bien-être de tous les Cambodgiens s'accroîtra de jour en jour. Tels seront bientôt les résultats principaux de la nouvelle convention, par laquelle S. M. Norodom lui-même et ses successeurs les liens d'amitié qui unissaient depuis longtemps le Cambodge et la France. Le gouvernement de la République française, protecteur du Cambodge, aura toujours pour but d'assurer, par de sages dispositions, la liberté de tous et le bonheur du peuple cambodgien.

S. M. le roi du Cambodge et le gouverneur de la Cochinchine comptent sur le zèle et le dévouement des fonctionnaires cambodgiens pour faire connaître à la population les intentions des deux gouvernements et les aider dans l'accomplissement de cette œuvre de paix, de justice et de civilisation.

Fait à Phnam-Penh, le 18 juin 1884.

Le gouverneur de la Cochinchine,
CHARLES THOMSON.

M. Félix Faure, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine et des colonies a présidé, tout récemment, le banquet offert par les chambres syndicales du Havre. L'hôte de ces chambres syndicales du Havre. L'hôte dernier dépôté a prononcé à cette occasion un discours sur la récente loi des syndicats professionnels.

Après avoir promis pour un jour prochain la visite du ministre de l'intérieur au Havre, M. Faure a rappelé, à grands traits, la situation de l'ouvrier au siècle dernier sous le régime oppressif et exclusif des corporations.

Aux corporations a succédé la liberté absolue, mais, peu à peu, les capitaux se sont groupés et les progrès de l'industrie ont favorisé la constitution des grandes usines ; seul, l'ouvrier reste isolé; c'est pour faire cesser cet isolement que le gouvernement a préparé et fait adopter la loi sur les syndicats professionnels.

En terminant, M. Faure a porté un toast chaleureux à la ville du Havre, qui a été l'une des premières à encourager la création de ces associations.

Fébrifuge indien.—Tout le monde connaît l'excellent fébrifuge indien du Dr Th. Delabarre. Cette préparation combat efficacement les fièvres paludéennes et agit en même temps comme tonique et apéritif. Voir l'annonce.

De toutes les armes, celle qui a réalisé le moins de progrès en France depuis notre réorganisation militaire, dit la *République Française* du 31 juillet, c'est sans contredit la cavalerie. Il convient d'ajouter qu'à la vérité elle a été de beaucoup la plus négligée et que la réforme de son instruction tactique a donné lieu dans ses cadres supérieurs à des résistances, à des controverses et à des tiraillements qui ont longtemps retardé et entravé les perfectionnements. Il semble que cette opposition ait enfin cédé, depuis deux ou trois ans, devant la volonté énergiquement manifestée par quelques-uns des principaux chefs de la cavalerie d'aller quand même de l'avant avec la certitude absolue d'être suivie par la plus grande partie, si ce n'est par la totalité des jeunes officiers.

A ce point de vue, il importe de s'inquiéter l'instruction pratique sur le service de la cavalerie en campagne qui a été approuvée par le ministre de la guerre, le 10 de ce mois, sur la proposition du comité, et que vient de publier le *Journal militaire officiel* Cette instruction a pour objet de développer les principes généraux contenus dans le décret du 26 octobre 1883 sur le service des armées en campagne, et surtout de tracer aux officiers des escadrons, aux sous-officiers, aux brigadiers et aux cavaliers les règles auxquelles les uns et les autres doivent se conformer dans les différentes circonstances qui se présentent à la guerre. Elle intéresse donc plus particulièrement le simple soldat, et c'est en cela qu'elle est vraiment importante, car il n'y a pas de troupes où le rôle de l'homme, quel que soit son rang, soit aussi considérable que dans la cavalerie.

De tout temps nos armées possédé à cet égard une supériorité reconnue. Si nos cavaliers étaient moins habiles que l'étranger pour l'équitation proprement dite, ils avaient plus d'entrain et de hardiesse. Mais l'intervention de la cavalerie dans les guerres que nous avons soutenues en Crimée et en Italie avait été considérée comme si secondaire, qu'en 1870 aucun de nos généraux n'a su s'en servir, et, si cette arme a fait maintes fois preuve d'une brillante bravoure sur le champ de bataille, elle n'a que bien rarement été employée dans la dernière guerre conformément à sa destination spéciale, qui est de couvrir le front d'opération, de précéder les têtes de colonnes, de reconnaître l'ennemi et de pénétrer, si possible, sans pertes, ses forces et ses projets. Or, chacun sait que dans ces missions, un petit groupe de cavaliers bien exercés et bien conduits peut réussir où une masse de plusieurs escadrons échouerait peut-être.

Ce qu'il faut donc soigner par-dessus tout dans la préparation de la cavalerie, c'est l'instruction individuelle du cavalier, tant en perfectionnant ses aptitudes équestres qu'en l'initiant aux nombreux détails qui sont du domaine des reconnaissances. Tel est le but de l'instruction pratique sur le service en campagne que le ministre de la guerre vient d'approuver.

Mais, pour que le progrès soit complet, il faut que le cavalier soit bien monté et que le cheval soit bien harnaché. Si la remonte de la cavalerie tend à se perfectionner de jour en jour, grâce aux nombreuses et excellentes dispositions qui ont été prises dans ces dernières années, nous sommes obligés de constater bien à regret que le harnachement de la monture est tout aussi lourd que par le passé, malgré les plaintes qui s'élèvent de toutes parts et malgré les promesses d'amélioration qu'ont amenées les expériences nombreuses faites depuis longtemps. Nous n'aurons pourtant de réels éclaireurs que le jour où ils auront de bons chevaux, légers et rapides.

Le ministre des travaux publics de France vient d'autoriser la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans à ouvrir à la circulation, à partir du 10 août 1884, la section du chemin de fer de Saint-Denis au Bulsson comprise entre Sariat et Cazvuèles.

Cette section a une longueur de 22,128 mètres, non compris 1 025 mètres empruntés à d'autres lignes. Elle comprend des stations extrêmes, la nouvelle ligne comprend les stations et haltes suivantes : station de Carsac, halte de Caivise, station de Carlux.

L'antique Sorbonne, condamnée depuis bien des années, n'aurait plus désormais que fort peu de temps à vivre, dit la *Liberté* du 31 juillet, s'il faut en croire le vœu officiel émis le 23 août prochain la première adjudication des travaux concernant sa reconstruction.

Il s'agit de l'exécution de la partie du projet qui comprendra le grand amphithéâtre, les salles d'actes et d'examen de la Faculté, les bâtiments et appartements du vice-recteur de l'Académie de Paris. Ces bâtiments s'étendront en bordure de la rue des Ecoles, entre les rues Saint-Jacques et de la Sorbonne.

Le grand amphithéâtre, où pourront s'asseoir 3,000 personnes, est destiné à la célébration des solennités universitaires.

La dépense totale de l'opération qui va être entreprise est évaluée à 8,813,880 fr.

Mme Camille Flammarion, femme de l'éminent astronome, secrétaire de son mari dans tous ses travaux, vient d'être nommée officier d'académie, en même temps que Mme Marie Laurent, présidente de l'Orphelinat des arts, l'artiste si connue par ses nombreuses créations dramatiques, et Mme Edile Riquier, exsociétaire de la Comédie-Française.

Le conservateur du musée de Cluny, à Paris, vient d'enrichir ses collections de huit grands panneaux de carrelage provenant du château de la Bâtie, près Rouen, et exécutés en mars 1548 par "Mouseot, Abaqueneu, eamailleur en terre de Notre-Dame de Sotteville-lès-Rouen."

Un autre carrelage, du même artiste, se trouve déjà exposé à Cluny.

Une autre pièce non moins curante à également été faite en Hollande par le même musée ; il s'agit d'une plaque faïencière en ouvre. La France, jusqu'à ce jour, ne possédait aucune pièce de ce genre et était réduite à n'exposer dans ses musées que des copies prises dans les musées de Bruxelles et de Gand.

Enfin, il vient d'être fait don au musée de Cluny, par le ministre de la guerre, de vingt-cinq magnifiques plaques de cheminée datant des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, et provenant de la démolition d'appartements qui faisaient partie du fort de Vincennes.

Le consul de France à Grenade écrit que la mesure prise par le gouvernement français, autorisant la création d'un quatrième titre de l'or, est de nature à faciliter la vente des objets de bijouterie française en Espagne.

Mme veuve Pierre Larousse vient de fonder, en mémoire de son mari, l'auteur du *Grand Dictionnaire universel du dix-neuvième siècle*, le collège Pierre Larousse, destiné à l'instruction de jeunes filles. Cet établissement est situé à Dagny, près du Bourget.

Encore une barrière que vient de franchir ou plutôt de renverser la plus belle moitié du monde :

Une décision du conseil de surveillance des hôpitaux de Paris vient d'autoriser les étudiantes en médecine à concourir pour l'internat.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* continue à reproduire les adresses qui parviennent au chancelier, de divers points de l'empire, pour le féliciter de son attitude énergique en faveur de la colonisation allemande.

Le comité de la "Société de colonisation allemande" fait publier par les journaux de Berlin une note informant le public qu'elle se propose de faire l'acquisition, dans l'Afrique méridionale, de territoires considérables afin d'y établir des colonies agricoles et commerciales ; elle invite les personnes qui voudraient participer à cette opération financière de se faire inscrire dès maintenant au siège de la Société.

On lit dans la *Post*, de Berlin, du 28 juillet :

L'Académie des sciences de Berlin a nommé MM. Paul Foncart, directeur de l'école française d'Athènes, et Georges Perrot, directeur de l'Ecole normale de Paris, correspondants de la section des sciences physiques et mathématiques.

Lisez, démocrates, lisez.—Nous appelons l'attention sur l'offre libérale faite par cet excellent journal démocratique, THE NATIONAL DEMOCRAT, publié à Washington, D. C. Un seul bi-n n'en profitera. Tous les bons démocrates sont appelés à aider à la circulation du journal sus-mentionné. On désire un correspondant ici. Voir l'annonce.

Décédé à Paris, le 27 juillet 1884, LOUIS DESBOMMES, à l'âge de 52 ans.

Décédé, hier soir, à 3 heures 15 minutes, PIERRE SETZE, âgé de 45 ans, né à Marqueric. Canton de Pouy-strue. département des Hautes-Pyrénées, France. Ses amis et connaissances ainsi que ceux de son beau-frère, Pierre Tapie, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui 15 août, à 4 heures précises de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, 313 rue Lafayette, où le corps est exposé.

De la part de sa veuve et de son beau-frère.

Société de Bienfaisance des Membres de la Nlle-Orléans.—Les officiers et les membres de cette association sont respectueusement avisés de la mort du sociétaire PIERRE SETZE. Grand-Maréchal, natif de Marquerie, Haut-s-Pyrénées, France, âgé de 45 ans, décédé le 14 août, à 3 heures et quart de l'après-midi

Les mes bres s'assembleront AUJOURD'HUI, à 3 heures et demie de l'après-midi, à la salle de la Société, coin Poydras et Dryades pour assister en corps à ses funérailles.

Par ordre du Président,
P. ESTÉBEN,
G. PERES, Secrétaire.

Société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—Décédé hier, le 14, le sociétaire PIERRE SETZE, âgé de 45 ans, natif de Marquerie, canton de Pouy-strue.

MM. les Sociétaires sont spécialement ceux de la catégorie du mois d'Août sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, le 15, à 4 heures P. M. Le convoi partira du No. 313 rue Lafayette.

Par ordre du Vice-Président, J. LEBLANC.
Faisant fonctions de Président
L. SIMON, Secrétaire.

Décédé, jeudi 14 août, à 6 heures P. M., à l'âge de 7 mois, JEAN FÉLIX LONGUEFOSSE, fils de Pierre Longuefosse et Marie Escudé. Les amis et connaissances de la famille, ainsi que les membres de la Société Française de Jeff rson sont priés d'assister à ses funérailles, qui auront lieu cette après midi, à 4 heures.

Le corps est exposé chez Cambronne et Green, Carrollton.

B. TREMOULET,
Une Docsiur, New York, vis à vis la Poste
Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, re que de maisons de premier ordre.
Sherries de Duff, Gordon & Ce, de Pedro Domecq, etc.
Portos de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.
Champagnes de toutes marques en fûts.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vins de St-Vincent véritable, etc, etc, etc.
AUX PLUS BAS PRIX.

Institut commercial de St Aloysius dirigé par les frères du Sacré-Cœur, encouragé par Mgr. Chapelle, archevêque de la Nlle-Orléans.

L'ouverture des classes de cette Institution aura lieu le 1er lundi de septembre prochain.

L'enseignement est basé sur les études des branches commerciales, et se laisse rien à désirer quant à l'éducation morale et religieuse.

Le français et l'allemand sont enseignés sans prix extra.

Pour l'intérêt particulier du succès des études, les parents ont prix d'envoyer leurs enfants dès l'ouverture des classes.

L'âge d'admission est de sept à seize ans.

Prix mensuel, payable d'avance, $4 00, $5 00 et $6 00 suivant les cours. 15 août—1m

Avis.

$75,000.
Nlle Orléans, 13 août 1884.

Le soussigné certifie qu'il était porteur d'un cinquième du billet No. 15,365, tirage à numéro simple, classe "H" de la loterie de l'Etat de la Louisiane, cinquième qui a gagné le Premier Gros Lot de Soixante Quinze Mille Piastres, le mardi 12 août 1884—le dit cinquième ayant été vendu à Mme Veuve Pierre, au bureau de M. Hilborn, 117 rue Canal, coin Kerlerec, et que le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Nouvelle-Orléans National Bank présenté à cet effet le cinquième aux bureaux de la compagnie.

Nom : EUG. GAUDIN.
Résidence : 231 rue St-Pierre.
15août—1f PP

Avis.

LE GEM SALON

Ayant été entièrement réparé et repeint, servira de nouveau pour lunch LUNDI, 18 août.

McENERY & EVIEIRE,
15 août—7f Propriétaires.

Dans cette époque de progrès on réussit grâce à la machine et grâce aux immenses capitaux engagés dans la manufacture à livrer des articles d'une façon extraordinaire ; jadis il était presque défendu aux petites bourses de se procurer des articles de premier ordre et à moins d'être un

RICHARD

Prophète

pour prédire que le temps n'est pas loin où tout le monde se chaussera chez nous.

Pour $1 00 nous vendons la jolie pantoufle

OPÉRA

Nos compt-irs, oh vous avez le choix à 50, 75, 95, $1 00, font l'étonnement de tout le monde. Les bottes bontonnée que nous vendons à $1 15, $1 25, $1 50 et $1 75 font la jubilation de ceux qui ne jubilaient pas si nous n'avions adopté le système du bon marché à outrance, ce qui met nos belles chaussures à la portée des moins fortunés.

Il y a autant de différence entre nos prix actuels et ceux d'il y a deux ans qu'il y a de différence entre

Le jour et la nuit.

Cela tient à ce que les achats ont grandi avec la vogue et que la vogue permet à la maison de travailler sur des petits bénéfices qui se multiplient à mesure que les ventes augmentent, tout cela s'enchaîne dans l'intérêt de l'acheteur.

Comme article de voyage nous avons l'assortiment le plus complet en Malles et Valises.

Les personnes désireuses d'envoyer leurs ordres à la maison feront bien de se procurer notre catalogue illustré.

La chaussure en caoutchouc français est toujours ce qu'il y a de mieux—nous offrons cet article depuis $3 50 jusqu'à $6 00.

Bottines cirées pour messieurs à $1 75 et $2 00 la paire.

Souliers bas pour messieurs, coupés, à $2 00 la paire.

Pour $2 00 nous offrons un joli soulier bas pour homme.

Notre assortiment de souliers bas pour dames est immense.

Le Heel and Toe se vend toujours à $1 00 la paire.

Souliers bords de mer, pour messieurs, $1 00 la paire.

La maison ouvre le Dimanche.

L'ETOILE ROUGE!

Coin Canal et Passage,
Nouvelle-Orléans, La.
3 août—3m—Dim Mer

La Branche de la Banque Nationale de l'Etat.

Ecoigure Royale et Conti.

AYANT pris des arrangements, préviennent le public qu'ils vend maintenant des traites pour toutes sommes sur les villes suivantes de FRANCE : PARIS, HAVRE, LYON, NANTES, BORDEAUX, MARSEILLE, TOULOUSE etc. MANCHESTER, LIVERPOOL, sur l'ANGLETERRE, la BELGIQUE, l'ALLEMAGNE, l'ITALIE et la SUISSE. La Banque s'est assuré les services de M. F. LAPLANTE, longtemps employé de la maison A. Carrière & Sons, qui sera heureux de revoir ses amis.

Les personnes qui auraient de l'argent à faire parvenir d'Europe n'auront qu'à s'adresser à M. F. LAPLANTE qui leur indiquera le moyen de le faire par la Banque.

27juil—1m

Nouvelle-Orléans, 13 août 1884.—En vertu de l'autorité par laquelle je suis revêtu comme Président de la Convention Démocratique Congressionnelle Nominative, qui s'est réunie à Carrollton le — jour de —— 1882, j'ai fait les nominations suivantes, conditionnelles à la Convention Congressionnelle Democratique du Cinquième District Congressionnel :

Premier Ward—Joseph A. Shakespeare.
Deuxième Ward—R. C. Davey.
Dixième Ward—Louis Bush.
Onzième Ward—W. Parker.
Douzième Ward—Joseph Batt.
Treizième Ward—H. P. Phillips.
Quatorzième Ward—Jacob Seelig.
Seizième Ward—Kenner Schaech ey.
Dix septième Ward—Philip Becher.
Paroisse Jefferson—Octave Desmarais.
Paroisse St Charles—Frank St Martin.
Paroisse St Jean Bapt ste—Michel Bonel.
Paroisse St Jacques—J. E. Roche.

Le comité exécutif requis de se réunir à la Nouvelle-Orléans au Washington Artillery Hall, Le Nord, le 14 août 1884, à 1 heure p. m. précise, pour effectuer son organisation.

P. MEALY,
Président de la Convention Démocratique Congressionnelle Nominative pour le Second District.
13 août—5f

DEPARTEMENT DE L'EXECUTIF,
ETAT DE LA LOUISIANE.

ATTENDU qu'en vertu de la section 3049 des Statuts Révisés de cet Etat et sur la prière du Bureau de Santé de la Nlle-Orléans, le 8 août 1884, ma proclamation ordonnant la proclamation annuelle de Quarantaine contre les ports ci-après désignés.

Tous les navires venant que leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons arrivant aux différentes stations de quarantaine de l'Etat des notre Lousiane, Tampico, Tuxpan, Vera-Cruz et Minatitlan ; du port de Colon ; Aux îles Haïti, ou Saint-Domingue ; du Porto Rico et de la Jamaïque ; des ports brésiliens ; Rio de Janeiro et Bahia ; et Para ; de Lisbonne, Portugal ; de Gibraltar, et villes y contigues et adjacentes et entre les quels il existe perte, une quarantaine rigide est établie par la présente proclamation, à partir du 1er avril 1884, de façon à imposer une